

**Art. 3.** Le contrôle des douanes et accises d'Anvers (Pétroles-Recherches) est transformé en une inspection Recherches (Huiles minérales) des douanes et accises.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> novembre 1996.

Bruxelles, le 16 décembre 1996.

Ph. MAYSTADT

**Art. 3.** De controle der douane en accijnzen te Antwerpen (Pétroleum-Opvoering) wordt omgevormd tot een inspectie Opvoering (Minerale oliën) der douane en accijnzen.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1996.

Brussel, 16 december 1996.

Ph. MAYSTADT

F. 97 — 278

[97/3067]

**3 FEVRIER 1997.** — Arrêté ministériel portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1997 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 10 de la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les consignations, les dépôts volontaires et les cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 2,50 pour cent.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 14 décembre 1935 relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à :

3,25 pour cent pour la tranche comprise entre 0 et F 4 999 999;

3,50 pour cent pour la tranche comprise entre F 5 000 000 et F 9 999 999, et

3,75 pour cent pour la tranche à partir de F 10 000 000.

Les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale de ayants droit, ou en raison de l'existence d'un usufruit et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906) bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 2,85 pour cent.

Les sommes qui sont ou restent consignées en application de l'article 479 du Code de commerce, livre III, titre I<sup>er</sup>, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 4 pour cent.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Bruxelles, le 3 février 1997.

Ph. MAYSTADT

N. 97 — 278

[97/3061]

**3 FEBRUARI 1997.** — Ministerieel besluit tot vaststelling van de rentevoet van de in 1997 uit te keren interesten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, vrijwillige deposito's en borgtochten

De Minister van Financiën,

Gelet op artikel 10 van de wet van 16 december 1996 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** De rentevoet van de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, de vrijwillige deposito's en de borgtochten van alle categorieën wordt op 2,50 percent vastgesteld.

De sommen ontvangen bij toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 december 1935 betreffende de organisatie en de controle van de boekhouding van notarissen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1968, bekomen een rentevoet vastgesteld op :

3,25 percent voor de schijf van 0 tot en met F 4 999 999;

3,50 percent voor de schijf van F 5 000 000 tot en met F 9 999 999, en

3,75 percent voor de schijf vanaf F 10 000 000.

De sommen die geconsigneerd zijn of geconsigneerd blijven omwille van de minderjarigheid, de onbekwaamverklaring of de krankzinnigheid van de rechthebbenden, of wegens het bestaan van een vruchtgebruik en de borgtochten die door de hypotheekbewaarders in specie worden verstrekt tot zekerheid van hun verbintenissen tegenover derden (wet van 21 Ventôse, jaar VII, gewijzigd bij de wet van 24 december 1906) bekomen een rentevoet vastgesteld op 2,85 percent.

De sommen die geconsigneerd worden of het blijven in toepassing van artikel 479 van het Wetboek van koophandel, boek III, titel I, genieten een rentevoet van 4 percent.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1997.

Brussel, 3 februari 1997.

Ph. MAYSTADT

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 279

[C - 97/12041]

**Arrêté royal instaurant un droit à l'interruption de la carrière professionnelle en application de l'article 7, § 2, 1<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité permet de prendre, par arrêté royal, des mesures en vue de promouvoir l'emploi si les partenaires sociaux ne parviennent pas à conclure un accord interprofessionnel sur l'emploi. Le Gouvernement a constaté que les partenaires sociaux n'ont pu conclure un accord interprofessionnel et qu'en outre, aucun accord n'a pu être trouvé sur la proposition de médiation que le Gouvernement a transmise aux partenaires sociaux.

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 279

[C - 97/12041]

**Koninklijk besluit tot vaststelling van een recht op onderbreking van de beroepsloopbaan in toepassing van artikel 7, § 2, 1<sup>o</sup> van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen creëert in artikel 7, § 2, de mogelijkheid om bij koninklijk besluit maatregelen te nemen ter bevordering van de werkgelegenheid indien de sociale partners er niet in slagen een interprofessioneel akkoord rond de werkgelegenheid af te sluiten. De Regering heeft vastgesteld dat de sociale partners geen interprofessioneel akkoord hebben kunnen afsluiten en dat er bovendien geen akkoord kan bereikt worden over het bemiddelingsvoorstel dat de Regering aan de sociale partners heeft overgemaakt.

En exécution de la délégation de compétence au Roi précitée, un arrêté royal est présenté à Votre signature qui a pour objectif d'étendre le régime de l'interruption de carrière en instituant un droit à l'interruption de carrière pour 1% des travailleurs et en prévoyant un droit supplétif en matière de droit à l'interruption de carrière en cas d'assistance ou de soins à prodiguer à un membre du ménage ou un membre de la famille souffrant d'une maladie grave.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté qui est présenté détermine le champ d'application de l'arrêté.

L'article 2 institue un droit à l'interruption de carrière étant entendu que les secteurs ont la possibilité jusqu'au 31 mai 1997 de fixer les modalités d'application de ce droit à certaines catégories de travailleurs. En outre, les secteurs reçoivent la possibilité de déterminer dans une convention collective de travail quelles formes d'interruption de carrière à temps partiel entrent en ligne de compte pour compléter le droit et ils peuvent fixer des règles plus précises en ce qui concerne l'application du droit dans les PME.

L'article 3 limite le droit à l'interruption de carrière à 1% des travailleurs.

L'article 4 fixe la façon dont les règles organisant le droit doivent être déterminées. Cette disposition est reprise de la CCT n° 56 du 13 juillet 1993 qui institue un droit limité à l'interruption de la carrière professionnelle et donne entre autres les règles de priorité de sélection des demandes.

L'article 5 prévoit un régime supplétif en matière de droit à l'interruption de carrière en cas d'assistance ou de soins à prodiguer à un membre du ménage ou à un membre de la famille souffrant d'une maladie grave. Ce droit est indépendant du droit prévu dans le reste de l'arrêté royal et n'est donc pas lié à la règle des 1%. Il est également indépendant du droit à l'interruption de carrière pour raisons de soins palliatifs. Le droit à l'interruption de carrière dans ce cas suppose que l'absence du travailleur soit nécessaire pendant toute la période d'interruption. Le caractère supplétif de ce régime implique que les secteurs ont la possibilité jusqu'au 31 mai 1997 de conclure une convention collective propre en la matière, sinon le régime prévu dans le présent arrêté sera d'application.

L'article 6 fixe les délais relatifs à la demande du droit à l'interruption de carrière.

L'article 7 prévoit que le Roi peut fixer des modalités d'application de l'obligation de remplacement particulières pour les PME afin de tenir compte de problèmes organisationnels et fonctionnels spécifiques.

L'article 8 dispose que le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et cela pour deux ans.

Le projet a été adapté en fonction des remarques reprises dans l'avis du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, huitième chambre, saisi par le Ministre de l'Emploi et du Travail, le 20 décembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "instaurant un droit à l'interruption de la carrière professionnelle en application de l'article 7, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité", a donné le 23 décembre 1996 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, la demande d'examen urgent est motivée comme suit :

"het feit dat er geen interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid is tot stand gekomen voor de periode 1997-1998 en dat er geen consensus werd bereikt onder de sociale gesprekspartners over het bemiddelingsvoorstel van de Regering, en (door) het feit dat een aantal tewerkstellingsmaatregelen uitwerking moeten hebben met ingang van

In uitvoering van bovengenoemde bevoegdheidsdelegatie aan de Koning wordt een koninklijk besluit ter ondertekening voorgelegd dat tot doel heeft het stelsel van de loopbaanonderbreking uit te breiden door de instelling van een recht op loopbaanonderbreking voor 1 % van de werknemers en door te voorzien in een suppletieve regeling inzake recht op loopbaanonderbreking in geval van bijstand of verzorging van een gezinslid of een familielid dat lijdt aan een zware ziekte.

Artikel 1 van het besluit dat wordt voorgelegd bepaalt het toepassingsgebied van het besluit.

In artikel 2 wordt een recht op loopbaanonderbreking ingesteld met dien verstande dat de sectoren tot 31 mei 1997 de mogelijkheid krijgen om de nadere regelen vast te leggen met betrekking tot de toepassing van dit recht op bepaalde categorieën van werknemers. Verder krijgen de sectoren de mogelijkheid om in een collectieve arbeidsovereenkomst te bepalen welke vormen van deeltijdse loopbaanonderbreking in aanmerking komen voor de invulling van het recht en kunnen zij nadere regelen vastleggen met betrekking tot de toepassing van het recht in KMO's.

Artikel 3 beperkt het recht op loopbaanonderbreking tot 1 % van de werknemers.

Artikel 4 bepaalt hoe de organisatieregels van het recht moeten worden vastgesteld. Deze bepaling is overgenomen uit de C.A.O. nr. 56 van 13 juli 1993 tot instelling van een beperkt recht op onderbreking van de beroepsloopbaan en wijst onder meer op de prioriteitsregels om de aanvragen te selecteren.

In artikel 5 wordt een suppletieve regeling voorzien inzake het recht op loopbaanonderbreking in geval van bijstand of verzorging van een gezinslid of een familielid dat lijdt aan een zware ziekte. Dit recht staat los van het recht voorzien in de rest van het koninklijk besluit en is dus niet verbonden aan de 1 %-regel en staat eveneens los van het recht op loopbaanonderbreking omwille van palliatieve verzorging. Het recht op loopbaanonderbreking in dit geval veronderstelt dat de afwezigheid van de werkgever noodzakelijk is gedurende de hele periode van onderbreking. Het suppletief karakter van deze regeling behelst dat de sectoren tot 31 mei 1997 de mogelijkheid hebben om een eigen collectieve arbeidsovereenkomst terzake af te sluiten zolang het recht wordt voorzien in dit besluit van toepassing.

Artikel 6 stelt de termijnen vast met betrekking tot het aanvragen van het recht op loopbaanonderbreking.

Het artikel 7 voorziet dat de Koning toepassingsmodaliteiten kan bepalen voor de specifieke vervangingsverplichting voor de KMO's teneinde rekening te houden met specifieke organisatorische en functionele problemen.

In artikel 8 wordt bepaald dat dit besluit in werking treedt op 1 januari 1997 en dit voor 2 jaar.

Het ontwerp werd aangepast aan de opmerkingen opgenomen in het advies van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 20 december 1996 door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van een recht op onderbreking van de beroepsloopbaan in toepassing van artikel 7, § 2, 1<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen", heeft op 23 december 1996 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

Te dezen wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door :

"het feit dat er geen interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid is tot stand gekomen voor de periode 1997-1998 en dat er geen consensus werd bereikt onder de sociale gesprekspartners over het bemiddelingsvoorstel van de Regering, en (door) het feit dat een aantal tewerkstellingsmaatregelen uitwerking moeten hebben met ingang van

1 januari 1997 en dat alle betrokkenen onverwijld in kennis moeten worden gesteld van de bijkomende werkgelegenheidsmaatregelen die worden genomen door de Regering."

Eu égard au bref délai qui lui est imparti pour donner son avis, le Conseil d'Etat a dû se limiter à formuler les observations suivantes.

#### Portée du projet

Les articles 99 à 107bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, prévoient un régime d'interruption de la carrière professionnelle des travailleurs. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à compléter sur deux points le système ainsi mis en place.

En premier lieu, l'arrêté en projet introduit un droit à l'interruption de la carrière professionnelle et à la réduction des prestations de travail. Ce droit est accordé au profit de 1 pour cent des travailleurs dans l'entreprise concernée. Les travailleurs qui peuvent se prévaloir du droit visé, ne requièrent donc pas l'accord de l'employeur, contrairement aux prévisions des articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 (articles 2 à 4 du projet).

Par ailleurs, l'arrêté en projet a pour objet de reconnaître un droit à la suspension complète du contrat de travail ou à la réduction des prestations de travail, pendant un mois chaque fois, en faveur du travailleur qui porte assistance ou dispense des soins à un membre du ménage ou à un membre de la famille au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave (article 5).

Le projet règle la procédure à suivre par le travailleur lorsqu'il réclame le bénéfice du régime en projet (article 6).

Le Roi est habilité à fixer les modalités et les conditions s'appliquant aux petites et moyennes entreprises (article 7).

L'arrêté en projet entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1998 (article 8).

#### Examen du texte

##### Préambule.

1. La loi de redressement du 22 janvier 1985 ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet et ce dernier ne la modifie pas davantage.

Le premier alinéa du préambule doit par conséquent être supprimé.

2. Selon le troisième alinéa du préambule, le comité de gestion de l'Office national de l'Emploi aurait donné un avis. Tel n'est toutefois pas le cas.

En revanche, un avis a été demandé au Conseil national du Travail. En séance du 18 décembre 1996, les organisations de travailleurs et d'employeurs ont décidé de ne pas se prononcer sur les projets soumis.

Il conviendrait de remplacer le troisième alinéa du préambule par une référence à cette réaction du Conseil national du Travail.

3. Le quatrième alinéa du préambule fait référence à l'avis de l'Inspection des Finances.

Au moment où le Conseil d'Etat donne le présent avis, l'avis de l'Inspection des Finances s'avère ne pas encore avoir été obtenu. Le présent avis est dès lors émis sous la réserve expresse de l'accomplissement de la formalité de l'avis de l'Inspection des Finances.

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 99, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi de redressement du 22 janvier 1985, il est non seulement question de travailleurs, mais aussi d'employeurs. L'article 1<sup>er</sup> du projet serait par conséquent mieux rédigé comme suit :

« Le présent arrêté s'applique aux travailleurs et aux employeurs visés à l'article 99, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi de redressement ... ».

**Art. 2. 1.** Selon le paragraphe 1<sup>er</sup>, il est instauré un "droit" à l'application des articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985.

Le Conseil d'Etat relève que le mot "droit" est utilisé improprement en l'espèce. Il résulte en effet de l'article 3 du projet que le droit ne vaut que pour 1 pour cent des travailleurs, ce qui signifie que ce ne seront pas tous les travailleurs soumis à l'application de l'arrêté en projet qui bénéficieront effectivement du droit visé.

1 januari 1997 en dat alle betrokkenen onverwijld in kennis moeten worden gesteld van de bijkomende werkgelegenheidsmaatregelen die worden genomen door de Regering."

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, heeft de Raad van State zich moeten beperken tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

#### Strekking van het ontwerp

De artikelen 99 tot 107bis van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen bevatten een regeling i.v.m. de onderbreking van de beroepsloopbaan door werknemers. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt het aldus opgezet stelsel op twee punten aan te vullen.

In de eerste plaats voert het ontworpen besluit een recht in op de onderbreking van de beroepsloopbaan en op het verminderen van de arbeidsprestaties. Dit recht wordt toegekend ten voordele van 1 % van de werknemers in de betrokken onderneming. De werknemers die zich op het bedoelde recht kunnen beroepen, behoeven dus niet het akkoord van de werkgever, in tegenstelling tot hetgeen bepaald is in de artikelen 100 en 102 van de herstelwet van 22 januari 1985 (artikelen 2 tot 4 van het ontwerp).

Voorts strekt het ontworpen besluit tot de erkenning van een recht op volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst of op vermindering van de arbeidsprestaties, telkens gedurende een maand, ten voordele van de werknemer die bijstand of verzorging verleent aan een gezinslid of een familielid van de tweede graad dat aan een zware ziekte lijdt (artikel 5).

Het ontwerp regelt de procedure die door de werknemer moet worden gevolgd wanneer hij aanspraak maakt op de voordelen van de ontworpen regeling (artikel 6).

Aan de Koning wordt machtiging verleend om nadere regelen en voorwaarden te bepalen, welke van toepassing zijn op kleine en middelgrote ondernemingen (artikel 7).

Het ontworpen besluit treedt in werking op 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998 (artikel 8).

#### Onderzoek van de tekst

##### Aanhef.

1. De herstelwet van 22 januari 1985 vormt niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit, en wordt er evenmin door gewijzigd.

De eerste aanhefverwijzing dient bijgevolg geschrapt te worden.

2. Volgens de derde aanhefverwijzing zou het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening advies gegeven hebben. Dit blijkt echter niet het geval te zijn.

Wel is aan de Nationale Arbeidsraad advies gevraagd. Op de vergadering van 18 december 1996 hebben de werknemers- en werkgeversorganisaties beslist zich niet over de voorgelegde ontwerpen uit te spreken.

Men vervange de derde aanhefverwijzing door een verwijzing naar die reactie van de Nationale Arbeidsraad.

3. In het vierde lid van de aanhef wordt verwezen naar het advies van de Inspectie van Financiën.

Op het ogenblik dat de Raad van State het voorliggend advies geeft, blijkt het advies van de Inspectie van Financiën nog niet te zijn verkregen. Het voorliggend advies wordt dan ook gegeven onder het uitdrukkelijk voorbehoud dat alsnog aan het vereiste van het advies van de Inspectie van Financiën wordt voldaan.

**Artikel 1.** In artikel 99, eerste lid, van de herstelwet van 22 januari 1985 is sprake, niet enkel van werknemers, maar ook van werkgevers. Artikel 1 van het ontwerp zou dan ook beter als volgt geredigeerd worden :

« Dit besluit is van toepassing op de werknemers en de werkgevers bedoeld in artikel 99, eerste lid, van de herstelwet ... ».

**Art. 2. 1.** Volgens paragraaf 1 wordt een "recht" op de toepassing van de artikelen 100 en 102 van de herstelwet van 22 januari 1985 ingevoerd.

De Raad van State merkt op dat het woord "recht" hier in een oneigenlijke betekenis wordt gebruikt. Uit artikel 3 van het ontwerp blijkt immers dat het recht slechts geldt voor 1 % van de werknemers, hetgeen betekent dat niet alle werknemers die onder de toepassing van het ontworpen besluit vallen, het bedoelde recht ook effectief genieten.

2. Compte tenu, notamment, de l'observation n° 1, il conviendrait, par souci de clarté, de rédiger le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi qu'il suit :

« Dans les limites fixées par l'article 3, les travailleurs visés à l'article 1<sup>er</sup> ont droit à l'allocation pour suspension complète du contrat de travail, prévue à l'article 100 de la loi de redressement précitée du 22 janvier 1985, ainsi qu'à l'indemnité pour réduction des prestations de travail, prévue à l'article 102 de la même loi, pour autant que le total des périodes d'interruption concernées n'excède pas une durée de trois ans sur l'ensemble de leur carrière (dans l'entreprise ?). »

3. Selon le paragraphe 2, des "modalités" peuvent être fixées par conventions collectives de travail.

Cette disposition ne fait pas apparaître clairement de quelle compétence disposent ainsi les partenaires sociaux. Selon le 1<sup>o</sup>, certaines catégories de travailleurs peuvent être exclues du droit visé au paragraphe 1<sup>er</sup>; il en résulte qu'une convention collective de travail peut s'écarter sur ce point du régime en projet. Le libellé du 2<sup>o</sup> ("application du droit") et du 3<sup>o</sup> ("contenu du droit") ne permet toutefois pas de déterminer s'il en est de même pour les aspects qui y sont visés.

Il conviendrait de préciser, à tout le moins dans le rapport au Roi, sur quoi peuvent porter les "modalités" en question.

4. La faculté de fixer des "modalités" par la voie d'une convention collective de travail s'applique, selon le paragraphe 2, jusqu'au 31 mai 1997. Après cette date, les "modalités" peuvent être fixées par le Roi pour les secteurs dans lesquels il n'a pas été conclu de convention collective.

Selon le paragraphe 3, la date du 31 mai 1997 peut être modifiée par le Roi.

Cette dernière autorisation est formulée en des termes trop larges. En effet, le projet n'indique pas dans quelles limites, sous quelles conditions et selon quelles normes le Roi peut modifier la date précitée.

Une telle habilitation n'est pas conciliable avec les pouvoirs que le Roi tient de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité : elle impliquerait en effet que, pour la question à l'examen, le Roi étendrait lui-même les pouvoirs spéciaux accordés par cette loi au-delà du cadre qu'elle a défini (voir notamment la condition énoncée à l'article 17, § 2, de la loi).

Pour être conciliable avec la loi de pouvoirs spéciaux, l'habilitation doit prévoir des limites précises dans lesquelles le Roi peut apporter la modification visée.

**Art. 3. 1.** Selon l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1 pour cent des travailleurs peuvent bénéficier du "droit" visé à l'article 2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment il y a lieu de déterminer concrètement quels travailleurs bénéficieront de ce droit, et éventuellement dans quelle mesure, au cas où plus de 1 pour cent des travailleurs souhaiteraient l'exercer.

A supposer que les règles visées soient des "règles d'organisation" au sens de l'article 4, il serait souhaitable de faire explicitement le lien entre les dispositions de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et celles de l'article 4.

2. A l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, il est question de l'"entreprise". L'article 4, alinéa 3, quant à lui, fait état de l'"unité technique d'exploitation".

Le Conseil d'Etat se demande si ces deux dispositions ne devraient pas être mises en concordance sur ce point.

3. A l'article 3, alinéa 2, il y a lieu de remplacer la référence à l'article 4 de l'arrêté royal du 18 octobre 1990 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, par une référence à l'article 4 de l'arrêté royal du 12 août 1994 qui porte le même intitulé. Ce dernier arrêté s'est en effet substitué au premier, qui a d'ailleurs été abrogé.

**Art. 4.** Il conviendrait de préciser, ne fût-ce que dans le rapport au Roi, ce que signifie à l'alinéa 1<sup>er</sup> la notion de "règles d'organisation".

Dans la mesure où ces règles seraient appelées à définir concrètement les modalités d'exercice du droit visé à l'article 2, compte tenu de la restriction prévue à l'article 3, il est renvoyé à l'observation n° 1 sous l'article 3.

2. Mede rekening houdend met de opmerking 1, redigere men paragraaf 1, eerste lid, duidelijkheidshalve als volgt :

« Binnen de grenzen bepaald in artikel 3 hebben de werknemers bedoeld in artikel 1 recht op de uitkering wegens volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst, bedoeld in artikel 100 van de voornoemde herstellwet van 22 januari 1985, en op de uitkering wegens het verminderen van de arbeidsprestaties, bedoeld in artikel 102 van dezelfde wet, voor zover de betrokken onderbrekingsperioden over het geheel van hun loopbaan (in de onderneming ?) in totaal niet meer bedragen dan drie jaar. »

3. Volgens paragraaf 2 kunnen bij collectieve arbeidsovereenkomst "nadere regelen" worden vastgesteld.

Het is niet duidelijk over welke bevoegdheid de sociale partners aldus beschikken. In 1<sup>o</sup> wordt bepaald dat bepaalde categorieën van werknemers van het in paragraaf 1 bedoelde recht uitgesloten kunnen worden; dit wijst erop dat een collectieve arbeidsovereenkomst op dit punt van de ontworpen regeling kan afwijken. De tekst van 2<sup>o</sup> ("toepassing van het recht") en 3<sup>o</sup> ("invulling van het recht") laat echter in het onzekere of dat ook voor de daarin bedoelde aangelegenheden het geval is.

De mogelijke inhoud van de "nadere regelen" zou gepreciseerd moeten worden, ten minste in het verslag aan de Koning.

4. De mogelijkheid om bij collectieve arbeidsovereenkomst "nadere regelen" vast te stellen, geldt volgens paragraaf 2 tot 31 mei 1997. Na die datum kunnen, voor de sectoren waar geen collectieve arbeidsovereenkomst gesloten is, de "nadere regelen" door de Koning bepaald worden.

Volgens paragraaf 3 kan de datum van 31 mei 1997 door de Koning gewijzigd worden.

Die laatste machtiging is in te ruime bewoordingen geformuleerd. Het ontwerp geeft immers niet aan binnen welke perken, onder welke voorwaarden en volgens welke normen de Koning de bedoelde datum kan wijzigen.

Een zodanige bevoegdheidstoekenning kan niet worden ingepast in de machten die de Koning ontleent aan artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen : zij zou met name tot gevolg hebben dat voor de hier aan de orde zijnde aangelegenheden de bijzondere machten van die wet door de Koning zelf worden uitgebreid tot buiten het bij die wet opgezette kader (zie met name de voorwaarde vervat in artikel 17, § 2, van de wet).

Om bestaanbaar te zijn met de bijzondere-machtenwet moeten in de delegatiebepaling nadere grenzen worden aangegeven waarbinnen de Koning de bedoelde wijziging kan aanbrengen.

**Art. 3. 1.** Volgens het eerste lid kunnen 1 % van de werknemers het in artikel 2 bedoelde "recht" genieten.

Het is niet duidelijk hoe concreet vastgesteld moet worden welke werknemers het recht genieten, en eventueel in welke mate, als meer dan 1 % van de werknemers het bedoelde recht wensen uit te oefenen.

Mochten de desbetreffende regels behoren tot de "organisatieregels" bedoeld in artikel 4, dan zou het wenselijk zijn een uitdrukkelijk verband te leggen tussen de bepalingen van artikel 3, eerste lid, en die van artikel 4.

2. In artikel 3, eerste lid, is sprake van de "onderneming". In artikel 4, derde lid, wordt verwezen naar de "technische eenheid".

De Raad van State vraagt zich af of de twee bepalingen op dit punt niet op elkaar afgestemd moeten worden.

3. In artikel 3, tweede lid, vervange men de verwijzing naar artikel 4 van het koninklijk besluit van 18 oktober 1990 betreffende de ondernemingsraden en de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, door een verwijzing naar artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 met hetzelfde opschrift. Het laatste besluit is immers in de plaats gekomen van het eerste besluit, dat trouwens opgeheven is.

**Art. 4.** Er zou verduidelijkt moeten worden, minstens in het verslag aan de Koning, wat in het eerste lid onder het begrip "organisatieregels" verstaan moet worden.

In zoverre die regels zouden moeten bepalen hoe de uitoefening van het in artikel 2 bedoelde recht concreet gebeurt, rekening houdend met de beperking bepaald in artikel 3, wordt verwezen naar de opmerking 1 bij artikel 3.

**Art. 5. 1.** Cet article instaure en faveur du travailleur qui porte assistance ou qui dispense des soins à un membre du ménage ou de la famille qui souffre d'une maladie grave, le droit d'interrompre sa carrière professionnelle.

Afin d'assurer une bonne compréhension du régime en projet, il serait utile d'exposer dans le rapport au Roi comment le droit visé en l'occurrence se rapporte au droit à une suspension totale du contrat de travail en cas de soins palliatifs, visé à l'article 100bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985.

2. Par souci de clarté, on rédigera l'alinéa 1<sup>er</sup> comme suit : "... le travailleur a droit pendant un mois à l'allocation pour suspension complète du contrat de travail, prévue à l'article 100 de la loi précitée du 22 janvier 1985, ou à l'indemnité pour prestations de travail réduites, prévue à l'article 102 de la même loi en cas de ... ».

3. Selon l'alinéa 2, l'interruption de carrière peut être prolongée une fois.

Cette disposition ne correspond pas à la notification du Conseil des ministres soumise au Conseil d'Etat. Selon cette notification, il y aurait lieu de prévoir dans le projet que l'interruption de carrière peut être prolongée à deux reprises d'un mois.

4. Les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont d'ordre supplétif, en ce sens qu'elles sont applicables à défaut de la conclusion d'une convention collective de travail avant le 31 mai 1997.

Selon l'alinéa 8, la date du 31 mai 1997 peut être modifiée par le Roi.

Pour la même raison que celle évoquée dans l'observation 4 relative à l'article 2, au sujet du paragraphe 3 de cet article, l'autorisation en question excède les pouvoirs spéciaux que l'article 7, § 2, de la loi précitée du 26 juillet 1996 a attribués au Roi.

**Art. 6.** Dans le texte français de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il y a lieu d'écrire "le présent arrêté" au lieu de "la présente loi".

La chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;

P. Lemmens et L. Hellin, conseillers d'Etat;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. W. Deroover.

Le rapport a été présenté par M. L. Vermeire, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Drijkoningen, référendaire.

Le Greffier,

F. Lievens.

Le Président,

W. Deroover.

**6 FEVRIER 1997. — Arrêté royal instaurant un droit à l'interruption de la carrière professionnelle en application de l'article 7, § 2, 1<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, notamment l'article 7, § 2, 1<sup>o</sup>;

Vu l'avis du Conseil national du Travail de ne pas se prononcer sur le projet;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 janvier 1997 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, inséré par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait qu'aucun Accord interprofessionnel n'est intervenu pour la période 1997-1998 et qu'aucun consensus n'a été obtenu entre les partenaires sociaux à propos de la proposition de conciliation du Gouvernement, et vu qu'une série de mesures pour l'emploi doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et que tous les intéressés doivent être informés sans délai des mesures pour l'emploi complémentaires prises par le Gouvernement;

**Art. 5. 1.** Dit artikel voert het recht op onderbreking van de beroepsloopbaan in, ten gunste van de werknemer die bijstand of verzorging verleent aan een gezinslid of een familielid dat lijdt aan een zware ziekte.

Voor een goed begrip van de ontworpen regeling zou het nuttig zijn in het verslag aan de Koning uiteen te zetten hoe het betrokken recht zich verhoudt tot het recht op volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst in geval van palliatieve verzorging, bedoeld in artikel 100bis van de herstellwet van 22 januari 1985.

2. Duidelijkheidshalve schrijve men in het eerste lid : "... heeft de werknemer gedurende een maand recht op de uitkering wegens volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst, bedoeld in artikel 100 van de voornoemde wet van 22 januari 1985, of op de uitkering wegens het verminderen van de arbeidsprestaties, bedoeld in artikel 102 van dezelfde wet, in geval van ... ».

3. Volgens het tweede lid kan de loopbaanonderbreking éénmaal verlengd worden.

Die bepaling strookt niet met de aan de Raad van State voorgelegde notificatie van de Ministerraad. Volgens die notificatie zou in het ontwerp bepaald moeten worden dat de loopbaanonderbreking tweemaal met een maand verlengd kan worden.

4. De in het eerste lid vervatte regeling heeft een suppletief karakter, in die zin dat ze geldt bij ontstentenis van een vóór 31 mei 1997 gesloten collectieve arbeidsovereenkomst.

Volgens het achtste lid kan de datum van 31 mei 1997 door de Koning worden gewijzigd.

Om dezelfde reden als i.v.m. artikel 2, § 3, uiteengezet in opmerking 4 bij artikel 2, gaat de bedoelde machtiging de perken te buiten van de bijzondere machten welke bij artikel 7, § 2, van de genoemde wet van 26 juli 1996 aan de Koning zijn verleend.

**Art. 6.** In de Franse tekst van het eerste lid schrijve men "le présent arrêté" in plaats van "la présente loi".

De kamer was samengesteld uit :

de Heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;

P. Lemmens en L. Hellin, staatsraden;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer W. Deroover.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Vermeire, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer J. Drijkoningen, referendaris.

De Griffier,

F. Lievens.

De Voorzitter,

W. Deroover.

**6 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van een recht op onderbreking van de beroepsloopbaan in toepassing van artikel 7, § 2, 1<sup>o</sup> van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen inzonderheid op artikel 7, § 2, 1<sup>o</sup>;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad om zich over het ontwerp niet-uit te spreken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 januari 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de spoedeisendheid gemotiveerd door het feit dat er geen interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid is tot stand gekomen voor de periode 1997 - 1998 en dat er geen consensus werd bereikt onder de sociale gesprekspartners over het bemiddelingsvoorstelling van de Regering, en gelet op het feit dat een aantal tewerkstellingsmaatregelen uitwerking moeten hebben met ingang van 1 januari 1997 en dat alle betrokkenen onverwijld in kennis moeten worden gesteld van de bijkomende werkgelegenheidsmaatregelen die worden genomen door de Regering;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné dans un délai de trois jours;

Sur les propositions de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux travailleurs et aux employeurs visés à l'article 99, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>** Dans les limites de l'article 3, les travailleurs visés à l'article 1<sup>er</sup>, ont le droit de bénéficier des allocations suite à la suspension complète du contrat de travail visées aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 précitée, et à l'allocation suite à la réduction des prestations de travail, visée à l'article 102 de la même loi, pour autant que le total des périodes d'interruption n'excède pas une durée de trois ans sur la durée totale de la carrière.

Ces périodes d'interruption peuvent être prises pour une durée de 3 mois minimum et d'un an maximum; la durée minimale de 3 mois n'est pas exigée pour une prolongation.

§ 2. Toutefois, jusqu'au 31 mai 1997 par conventions collectives de travail conclues au sein d'une commission paritaire ou d'une sous-commission paritaire conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives et aux commissions paritaires, les modalités peuvent être fixées en ce qui concerne :

1<sup>o</sup> l'exclusion de certaines catégories de travailleurs du droit visé au § 1<sup>er</sup>;

2<sup>o</sup> l'application du droit visé au § 1<sup>er</sup> pour les entreprises qui, avant le 30 juin 1996, occupaient moins de 50 travailleurs;

3<sup>o</sup> le contenu du droit visé au § 1<sup>er</sup> par moyen d'une réduction des prestations de travail telle que visée à l'article 102 de la loi du 22 janvier 1985 précitée.

§ 3. Pour les secteurs dans lesquels il n'y a pas été conclu une convention collective au sein d'une commission paritaire ou sous-commission paritaire avant le 31 mai 1997, les modalités visées au § 2 du présent article peuvent être fixées par Nous.

La date du 31 mai 1997 prévue par le § 2 et par le présent paragraphe peut être postposée par Nous s'il s'avère que les commissions paritaires et les sous-commissions ont besoin de plus de temps pour fixer les règles prévues à l'article 2, § 2. Cette date doit obligatoirement être antérieure au 1<sup>er</sup> septembre 1997.

**Art. 3.** Par année civile, le nombre moyen de travailleurs qui peuvent bénéficier du droit visé à l'article 2 est au moins égal à 1 % du nombre moyen des travailleurs occupés dans l'entreprise au cours de l'année civile précédente, exprimé en équivalents temps plein.

On entend par « entreprise » tel que visé à l'alinéa premier, l'entité juridique.

Le nombre moyen de travailleurs occupés dans l'entreprise est obtenu en appliquant la méthode de calcul prévue par l'article 4 de l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif aux conseils d'entreprises et aux comités de sécurité et d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

**Art. 4.** Les règles d'organisation relatives à l'application du droit visé aux articles 2 et 3 sont fixées par le conseil d'entreprises conformément au prescrit de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise conclus au sein du Conseil national du Travail.

A défaut de conseil d'entreprise, ces modalités sont fixées d'un commun accord entre l'employeur et la délégation syndicale de l'entreprise ou, à défaut de celle-ci, d'un commun accord entre l'employeur et les travailleurs concernés.

Les travailleurs concernés sont les travailleurs occupés dans l'unité technique d'exploitation au sens de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

**Art. 5.** A défaut d'une convention collective de travail conclue au sein d'une commission paritaire ou d'une sous-commission paritaire conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 précitée, avant le 31 mai 1997, relative à l'introduction d'un droit à l'interruption de la carrière en cas d'assistance ou d'octroi de soins à un membre du ménage ou un membre de la famille, qui souffre d'une maladie grave, le travailleur a droit pendant un mois à une allocation suite à la suspension complète de son contrat de travail, visée à l'article 100 de la loi du 22 janvier 1985 précitée ou a droit à une allocation suite à une réduction de ses prestations de travail, visée à l'article 102 de la loi

Gelet op het binnen een termijn van drie dagen gegeven advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de werknemers en de werkgevers bedoeld in artikel 99, eerste lid van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen.

**Art. 2. § 1.** Binnen de grenzen bepaald in artikel 3 hebben de werknemers bedoeld in artikel 1 recht op de uitkering wegens volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst, bedoeld in artikel 100 van de voornoemde herstellwet van 22 januari 1985, en op de uitkering wegens het verminderen van de arbeidsprestaties, bedoeld in artikel 102 van dezelfde wet, voor zover de betrokken onderbrekingsperiodes over het geheel van hun loopbaan in totaal niet meer bedragen dan drie jaar.

Die onderbrekingsperiodes mogen worden genomen met een minimum van 3 maanden en een maximum van één jaar, de minimale duur van 3 maanden is niet vereist wanneer het om een verlenging gaat.

§ 2. Nochtans kunnen tot 31 mei 1997 bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in een paritair comité of paritair subcomité overeenkomstig de bepalingen van de Wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, de nadere regelen worden vastgelegd met betrekking tot :

1<sup>o</sup> de uitsluiting van bepaalde categorieën van werknemers van het recht bedoeld in § 1;

2<sup>o</sup> de toepassing van het recht bedoeld in § 1 voor de ondernemingen die per 30 juni 1996 minder dan 50 werknemers tewerkstelden;

3<sup>o</sup> de invulling van het recht bedoeld in § 1 door middel van vermindering van de arbeidsprestaties bedoeld in artikel 102 van de voornoemde wet van 22 januari 1985.

§ 3. Voor de sectoren waar geen collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten werd in een paritair comité of in een paritair subcomité voor 31 mei 1997 kunnen de nadere regelen zoals vermeld in § 2 van dit artikel door Ons worden bepaald.

De datum van 31 mei 1997 voorzien bij § 2 en bij deze paragraaf kan door Ons worden gewijzigd naar een latere datum indien zou blijken dat de paritaire comités en subcomités meer tijd nodig hebben om de nadere regelen voorzien in artikel 2, § 2 uit te werken. Deze datum moet in elk geval gesitueerd zijn voor 1 september 1997.

**Art. 3.** Per kalenderjaar is het gemiddeld aantal werknemers die van het recht bedoeld in artikel 2 kunnen genieten minimum gelijk aan 1 % van het gemiddeld aantal werknemers dat tijdens het afgelopen kalenderjaar in de onderneming was tewerkgesteld, uitgedrukt in voltijdse equivalenten.

Onder « onderneming » zoals bedoeld in het eerste lid wordt verstaan de juridische entiteit.

Het gemiddelde van de in de onderneming tewerkgestelde werknemers wordt verkregen door toepassing van de berekeningsmethode bepaald in artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 betreffende de ondernemingsraden en de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen.

**Art. 4.** De organisatieregels met betrekking tot de toepassing van het recht bedoeld in de artikelen 2 en 3 worden vastgesteld door de ondernemingsraad overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972 houdende ordening van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de ondernemingsraden.

Bij ontstentenis van een ondernemingsraad worden die regels vastgesteld in gemeen overleg tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging van de onderneming of, bij ontstentenis daarvan, in gemeen overleg tussen de werkgever en de betrokken werknemers.

De betrokken werknemers zijn de werknemers tewerkgesteld in de technische bedrijfseenheid in de zin van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

**Art. 5.** Bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair comité of paritair subcomité overeenkomstig de bepalingen van de voornoemde wet van 5 december 1968, door 31 mei 1997 met betrekking tot de invoering van een recht op loopbaanonderbreking ingeval van bijstand of verzorging van een gezinslid of een familielid, dat lijdt aan een zware ziekte, heeft de werknemer gedurende een maand recht op de uitkering wegens volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst, bedoeld in artikel 100 van de voornoemde wet van 22 januari 1985 of op de uitkering wegens het verminderen van de arbeidsprestaties, bedoeld in artikel 102 van

précitée en cas d'assistance ou d'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave.

L'interruption de carrière visée à l'alinéa précédent peut être prolongée, une fois d'une période d'un mois en raison du même événement.

Par dérogation aux dispositions des articles 100 et 102 de la loi du 22 janvier 1985 prémentionnée, en cas d'interruption de la carrière ou de réduction des prestations de travail en vertu du présent article, le travailleur ne doit pas être remplacé.

Pour l'application du présent article, est considéré comme membre du ménage chaque personne qui cohabite avec un travailleur.

Pour l'application du présent article, est considérée comme maladie grave, chaque maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant et pour laquelle le médecin est d'avis que toute forme d'assistance sociale, familiale ou mentale est nécessaire pour la convalescence.

La preuve de la raison de la suspension du contrat de travail ou de la réduction de prestations de travail prévues par le présent article incombe au travailleur.

Les modalités relatives à l'apport de la preuve visée à l'alinéa précédent sont fixées par Nous.

La date du 31 mai 1997 peut être postposée par Nous à une date ultérieure s'il s'avère que les commissions paritaires ou les sous-commissions ont besoin de plus de temps pour conclure des conventions collectives de travail comme prévu à l'alinéa premier. Cette date doit obligatoirement être antérieure au 1<sup>er</sup> septembre 1997.

**Art. 6.** Le travailleur qui souhaite obtenir le bénéfice du présent arrêté doit avertir son employeur un mois à l'avance.

Il lui communique la date à laquelle l'interruption de la carrière professionnelle prend cours et la durée de celle-ci.

Le délai d'un mois peut être réduit de commun accord entre l'employeur et le travailleur.

La même procédure est d'application en cas de prolongation.

**Art. 7.** Des règles et conditions qui tiennent compte des spécificités organisationnelles et fonctionnelles des petites et moyennes entreprises pourront être fixées par Nous en ce qui concerne les modalités d'application de l'obligation de remplacement du travailleur qui interrompt sa carrière en application du présent arrêté, pour les entreprises qui comptent 50 travailleurs ou moins au 30 juin 1996.

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1998.

**Art. 9.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 février 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

dezelfde wet, in geval van bijstand of verzorging van een gezinslid of een familielid tot de 2de graad dat lijdt aan een zware ziekte.

De loopbaanonderbreking bedoeld in het voorgaande lid kan éérnaal worden verlengd met een periode van een maand omwille van dezelfde gebeurtenis.

In afwijking van de artikelen 100 en 102 van de voormelde wet van 22 januari 1985 dient, in geval van loopbaanonderbreking of vermindering van de arbeidsprestaties in toepassing van dit artikel, de werknemer niet vervangen te worden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder gezinslid verstaan elke persoon die samenwoont met de werknemer.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder zware ziekte verstaan elke ziekte of medische ingreep die door de behandelende arts als dusdanig wordt beschouwd en waarbij de arts oordeelt dat elke vorm van sociale, familiale of emotionele bijstand of verzorging noodzakelijk is voor het herstel.

Het bewijs van de in dit artikel aangehaalde redenen tot schorsing van de arbeidsovereenkomst of tot vermindering van de arbeidsprestaties valt ten laste van de werknemer.

De nadere regelen met betrekking tot het leveren van het bewijs vermeld in het vorig lid worden door Ons bepaald.

De datum van 31 mei 1997 voorzien in het eerste lid kan door Ons worden gewijzigd naar een latere datum indien zou blijken dat de paritaire comités en subcomités meer tijd nodig hebben om collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten zoals voorzien in het eerste lid. Deze datum moet in elk geval gesitueerd zijn voor 1 september 1997.

**Art. 6.** De werknemer die het voordeel van dit besluit wenst te genieten, dient één maand van tevoren zijn werkgever hiervan op de hoogte te brengen.

Hij stelt zijn werkgever in kennis van de datum waarop de onderbreking, van de beroepsloopbaan ingaat alsook van de duur van de onderbreking.

De termijn van één maand kan in gemeen overleg tussen de werkgever en de werknemer worden verminderd.

Dezelfde procedure geldt wanneer het om een verlenging gaat.

**Art. 7.** Door ons kunnen nadere regelen en voorwaarden worden bepaald, die rekening houden met de organisatorische en functionele specificiteiten van de kleine en middelgrote ondernemingen, met betrekking tot toepassingsmodaliteiten van de plicht tot vervanging van de werknemer die zijn loopbaan onderbreekt in toepassing van dit besluit, voor de ondernemingen die 50 of minder werknemers tewerkstellen op 30 juni 1996.

**Art. 8.** Dit besluit uitwerking met ingang van 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998.

**Art. 9.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 1997.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 - - 280

[S - C - 96/22732]

**27 NOVEMBRE 1996.** — Arrêté royal fixant les normes auxquelles les centres de traitement de l'insuffisance rénale chronique doivent répondre pour être agréés comme service médico-technique au sens de l'article 44 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 44, modifié par la loi du 30 mars 1994;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 97 - - 280

[S - C - 96/22732]

**27 NOVEMBER 1996.** — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de normen waaraan de centra voor de behandeling van chronische nierinsufficiëntie moeten voldoen om te worden erkend als medisch-technische dienst in de zin van artikel 44 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 44, gewijzigd door de wet van 30 maart 1994;